TRÉSOR DIRECTION GÉNÉRALE
Publications des Services économiques

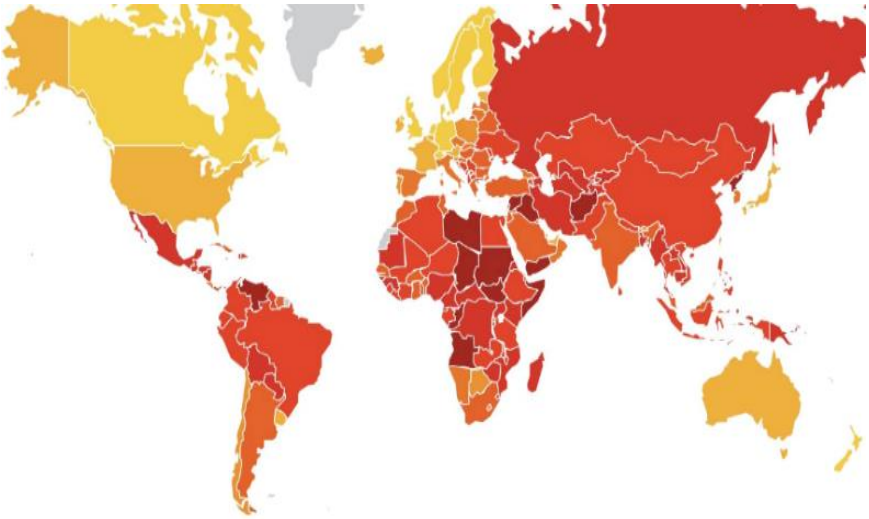
La quinzaine nordique

© DG Trésor

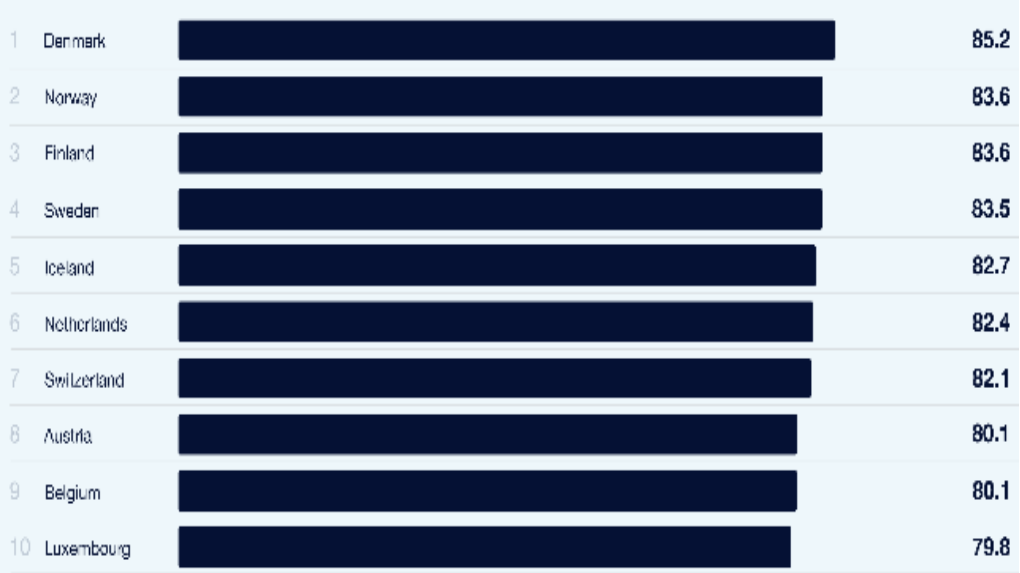
N° 190 du 31 janvier 2020

Pays Nordiques

Les pays nordiques dominent le classement des pays les moins corrompus au monde. Selon le dernier indice de corruption publié par *Transparency International* en ce début d'année 2020, qui classe 180 pays selon le niveau perçu de corruption dans le secteur public, le Danemark arrive en tête *ex-æquo* avec la Nouvelle Zélande avec un score de 87/100 (100 correspondant à un pays où la corruption est totalement absente). La Finlande est troisième (86/100), la Suède 4èmes *ex æquo* avec la Suisse et Singapour (85/100) suivis par la Norvège en 7ème position (84/100). L'Islande, avec un score de 78/100, se classe à la 11ème place (14ème en 2019).



Les pays nordiques favorisent le plus la mobilité sociale. Selon le Global Social Mobility Index 2020, le nouvel indicateur développé par le Word Economic Forum (WEF), les pays nordiques arrivent en tête du classement avec un score de 85,2% pour le Danemark, 83,6% pour la Norvège et la Finlande, 83,5% pour la Suède et 82,7% pour l'Islande. La France occupe en comparaison la 12ème position (76,7%), le score de 100 correspondant à un pays où les conditions sont optimales pour favoriser la mobilité sociale. Le rapport du WEF, publié le 19 janvier 2020, souligne la qualité du système éducatif, les opportunités d'emploi, les conditions de travail, l'inclusivité des institutions et le système de protection sociale des pays nordiques créent un contexte socio-économique favorable à la mobilité sociale, qui soutient la croissance. Plusieurs recommandations sont formulées pour accroître la mobilité sociale : une fiscalité plus progressive répondant aux enjeux de concentration de richesse, un système d'éducation et de formation plus performant, de nouveaux contrats de protection sociale, une promotion de la culture méritocratique en entreprise ou encore des plans d'action sectoriels pour promouvoir la mobilité.



Danemark

Vers des conditions de prêt de plus en plus exigeantes. Selon la banque centrale danoise, les banques devraient poursuivre le durcissement, observé fin 2019, des conditions de crédit à leurs clients (particuliers comme entreprises) durant les trois premiers mois de 2020. En 2019, les prêts aux particuliers avaient diminué de près de 4%.

Un salaire minimum pour les chauffeurs routiers au Danemark. Le nouvel accord politique au Parlement (*Folketing*) concernant les salaires des chauffeurs a vraisemblablement réduit le risque d'un conflit majeur sur le marché du travail. Par l'instauration d'un salaire minimum pour les chauffeurs conduisant au Danemark, l'accord vise à lutter contre le dumping social sur les routes danoises et devrait faciliter les négociations à venir dans le secteur du transport routier.

Vague de licenciements dans plusieurs grandes entreprises danoises. FLSmidth, Nets, MHI Vestas et Danfoss ont annoncé le licenciement à venir d'un total de 1 355 employés au Danemark et à l'étranger. Plusieurs raisons sont avancées : l'incertitude macroéconomique en 2019, qui devrait se poursuivre en 2020 avec notamment le Brexit, les tensions commerciales et géopolitiques, mais aussi la recherche de compétitivité. Les entreprises danoises, très internationalisées et sensibles à la conjoncture internationale, se préparent à faire face à un ralentissement.

La lutte contre le blanchiment jugée « perfectible ». Le Directeur général de l'Autorité de supervision financière danoise (*Finanstilsynet*), Jesper Berg, estime que la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme peut être améliorée au Danemark. Il précise cependant que ce n'est pas à l'Autorité – sous le feu des critiques dans le contexte du scandale Danske Bank - de détecter le blanchiment d'argent mais aux banques et à la police d'assurer la sécurité du système. L'Autorité a néanmoins lancé trois initiatives : une nouveau système d'évaluation du risque basé sur les données de 1 800 entreprises, un nouveau manuel d'inspection complet et un catalogue des méthodes de contrôle en vue de se doter de nouveaux outils.

Finlande

Les start-ups finlandaises ont levé un montant record de 515 M€ en 2019. Il s'agit d'une augmentation de près de 23% par rapport à 2018. L'an dernier a été marqué par les levées de fonds importantes du livreur de repas Wolt (110 M€), de Maas Global (29,5 M€), qui propose des services de mobilité, ou encore du fabricant de matériaux d'emballage durables Sulapac (15 M€). Cette réussite repose également sur la visibilité offerte aux start-ups finlandaises par le salon Slush, dont on estime qu'il a permis de stimuler les investissements dans les jeunes pousses de près de 400% entre 2010 et 2018.

Kone confirme avoir déposé une offre de rachat de la division ascenseurs de l'allemand Thyssenkrupp. Selon la presse, cette offre de rachat commune avec le fonds de capital-investissement CVC Capital Partners serait la plus élevée et s'élèverait à environ 17 Mds€. Si elle était confirmée, cette acquisition serait la plus importante jamais réalisée par un groupe finlandais et détrônerait le rachat d'Alcaltel-Lucent par Nokia en 2016 pour 16 Mds€. Cette opération ferait en outre de Kone le premier fabricant mondial d'ascenseurs, avec un chiffre d'affaires de près de 17 Mds€.

Islande

Diminution des émissions de CO2 liées au transport aérien. Selon un rapport de l'institut national des statistiques islandais, les émissions de CO2 liées au transport aérien en Islande ont diminué de 44% en 2019. Cette importante réduction s'explique par la cessation des activités de deux compagnies aériennes nordiques, Primera air et WOW air.

Brexit : accord de sortie signé avec le Royaume-Uni. Dans la perspective de la sortie du Royaume-Uni de l'Espace économique européen, Guðlaugur Þór Þórðarson, ministre islandais des Affaires étrangères, a signé en compagnie de ses homologues norvégien et liechtensteinois un accord avec le Royaume-Uni, qui garantit notamment que les citoyens islandais actuellement au Royaume-Uni ou qui s'y installeront avant la fin de l'année 2020, ainsi que les citoyens du Royaume-Uni vivant en Islande et dans les autres Etats membres de l'EEE, ne verront pas leurs droits modifiés. La prochaine étape sera de négocier, en coopération avec les autres Etats de l'AELE, un nouvel accord de libre-échange avec le Royaume-Uni. Un comité de négociation présidé par l'ambassadeur Þórir Ibsen a été mis en place et sera chargé de mener les pourparlers pour le ministère des Affaires étrangères islandais.

Absence de stocks de capelan pour la deuxième année consécutive. Les dernières recherches menées par l'institut de recherche marine (*Marine and Freshwater Research Institute*) n'ont pas permis de repérer des stocks de capelan suffisants pour fixer un quota de pêche pour l'année 2020. Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Kristján Þór Júlíusson, a déclaré que cette pénurie aurait un impact sur l'économie nationale, les entreprises et les communautés qui dépendent de l'industrie de la pêche. Il a ajouté que le gouvernement islandais avait alloué des fonds supplémentaires afin de poursuivre les recherches sur cette espèce.

Norvège

Les travaux du train Oslo-Bergen sont repoussés. La construction du chemin de fer entre Sandvika et Hønefoss, censée réduire le temps de trajet entre Oslo et Bergen d'une heure, ne sera pas terminée en 2028 comme prévu. En effet, le gouvernement n'a pas encore mis en œuvre son programme pour réduire les coûts de construction, estimés à 33 Mds NOK (3,3 Mds€).

Les chantiers navals Kleven Verft sont rachetés par DIV Group. L'entreprise croate DIV Group a passé un accord pour racheter le chantier naval norvégien Kleven Verft. Situé à Ulsteinvik (côte Ouest), il fabrique les navires de la compagnie Hurtigruten.

La Norvège signe une contribution historique au Fonds vert pour le climat. La Norvège versera 3,2 Mds NOK (3,2 Mds€) au Fonds vert pour le climat de l'ONU sur la période 2020-2023, soit la plus grande contribution norvégienne à une organisation multilatérale œuvrant pour le climat.

La Norvège exportera du pétrole vers la Biélorussie. En janvier, la Biélorussie a décidé d'importer 80 000 tonnes de pétrole norvégien non raffiné pour contourner la réduction des livraisons de pétrole russe, conditionnées à un rapprochement entre Moscou et Minsk. Ce pétrole sera acheminé de la plateforme Johan Sverdrup, récemment inaugurée, vers un port lituanien. Pour Andrej Jakovlev, chercheur à la Higher school of economics de Moscou, cette transaction ne devrait pas créer de tensions entre la Russie et la Norvège.

Les chiffres 2019 en matière d'asile ont été publiés. En 2019, la Norvège a accueilli 2 804 réfugiés dans le cadre des quotas et 2 305 demandeurs d'asile. Pour la première fois depuis 1999, la Norvège accueille davantage de réfugiés dans le cadre de quotas que de demandeurs d'asile. Il s'agit du plus grand nombre de réfugiés par habitants de toute l'Europe. Le pays a également accueilli des ressortissants extracommunautaires au titre du regroupement familial (11 622), du travail (6 803) et des études (5 616).

Un remaniement ministériel a eu lieu le 24 janvier. Suite au départ du Parti du progrès le 20 janvier, les principaux ministres issus du Parti conservateur restent en poste (PM Erna Solberg, MAE Ine Eriksen Søreide, Frank Bakke-Jensen à la Défense). Jan Tore Sanner (conservateur) hérite du ministère des Finances, l'ancien président du Parti chrétien-populaire, Knut Arild Hareide, est nommé à la tête du ministère des Transports et l'ancien secrétaire d'Etat libéral Sveinung Rotevatn prend la place de son ancien ministre de tutelle, Ola Elvestuen (Climat et Environnement).

La brigade financière manque de ressources. D'après le journal DN, la Brigade financière a reçu plus de 11.000 alertes sur des transactions douteuses en 2019, un nombre record. Or, seules six d'entre elles ont été gelées, chiffre bien inférieur à la moyenne des années précédentes. Selon l'ancien chef de la section anti-blanchissement de la banque DNB, Roar Østby, la banque peut envoyer des milliers d'alertes qui resteront sans conséquence.

La ministre des Affaires étrangères signe l'accord de retrait du Royaume-Uni. Avec le Lichtenstein et l'Islande, la Norvège a négocié un accord avec le Royaume-Uni, qui reprend certaines parties de l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE. Ine Eriksen Søreide s'est rendue à Londres pour signer l'accord qui garantit, entre autres, les droits des Britanniques qui vivent en Norvège et réciproquement.

Suède

La croissance du PIB orientée à la baisse. Le ministère suédois des Finances a de nouveau révisé à la baisse les perspectives de croissance : selon ses dernières prévisions, la croissance du PIB serait de l'ordre de 1,1% en 2019 comme en 2020. La croissance par habitant est même limitée à 0,1% en 2019 et à 0,2% en 2020, contre respectivement 0,4% et 0,5% dans les prévisions antérieures.

La dette Maastrichtienne passe sous la barre des 35%. Les excédents cumulés des finances publiques, au fil du temps, conjugués à une croissance longtemps relativement dynamique (3% en moyenne entre 2014-2018) ont permis à la Suède de ramener sa dette brute consolidée (critère de Maastricht) à 34,9% du PIB en 2019. A l'horizon 2022, la dette pourrait même passer sous la barre des 30% selon les projections du gouvernement suédois.

Une année record pour les obligations vertes. En 2019, le montant global des émissions vertes a atteint 133 Mds SEK (13Mds€) en Suède, ce qui correspond à une hausse, en valeur, de 85% par rapport à 2018. Les *green bonds* représentent désormais 15% pour les émissions obligataires libellées en couronne suédoise. L'intérêt croissant des institutionnels locaux pour ce type de placements a permis à la couronne suédoise de devenir, après les émissions vertes en Euro, USD et en Yuan, la devise la plus courante pour ce type de placements.

Riksbanken et cinq autres banques centrales lancent une coopération pour évaluer le potentiel d'une monnaie numérique de banques centrales. Six banques centrales et la Banque des règlements internationaux (BRI) vont travailler ensemble pour échanger leurs expériences et évaluer le potentiel d'une monnaie numérique de banque centrale (*Central Bank Digital Currency, CBDC*). Le projet sera coordonné par Benoit Coeuré, à la tête du pôle innovation de la BRI, structure créée justement pour développer, à l'échelle des banques centrales, une technologie financière innovante. Les banques centrales concernées sont, outre la Banque de Suède (*Riksbanken*), la BCE, la Banque du Canada, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon et la Banque nationale suisse.

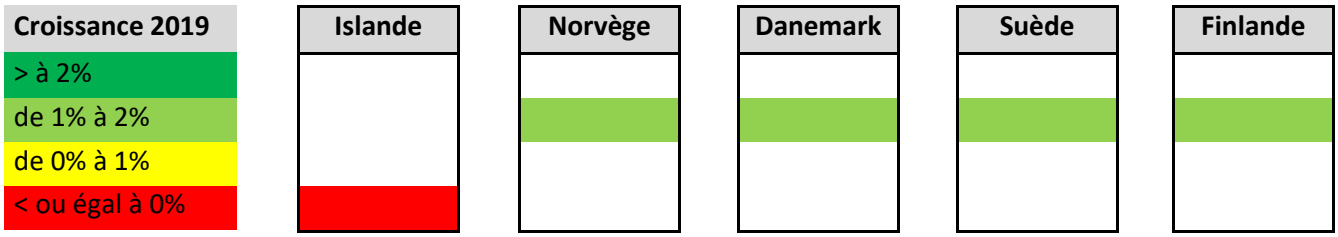
BNP Paribas entame une coopération stratégique avec la fintech suédoise Tink. La plate-forme d'open banking Tink vient de signer un accord stratégique avec BNP Paribas qui lui permet de devenir le fournisseur privilégié de la banque française en Europe dans les domaines des technologies d'agrégation de comptes, d'initiation de paiements et de gestion des finances personnelles. Pour montrer l'intérêt accordé à ce partenariat, BNP Paribas prend même une participation dans le capital de Tink via sa filiale Opera Tech Ventures, le fonds de capital-risque de la banque.

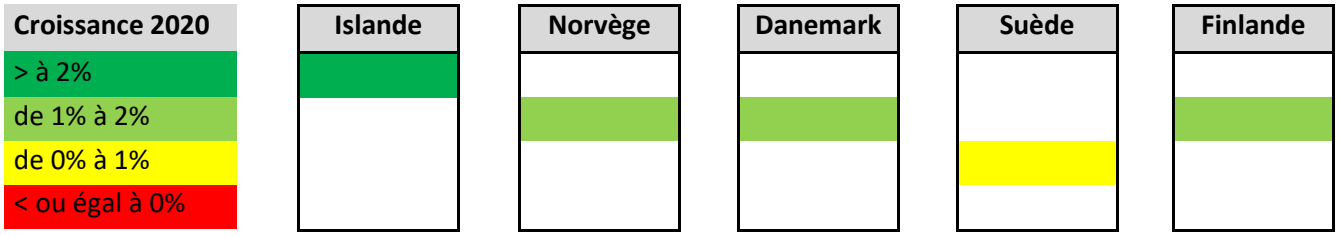
Picadeli se développe rapidement en France. Le prix d'excellence de la Chambre de commerce suédoise en France (*CCSF*) a été attribué à Picadeli pour 2019. Ce dernier a connu une expansion phénoménale depuis son implantation France en 2017 et compte aujourd'hui plus de 430 bars à salade en libre-service dans des commerces sur l'ensemble de l'Hexagone.

Peste porcine africaine. La Suède renforce sa coordination interne contre l'épidémie. L'Agence suédoise de l'Agriculture a réuni fin décembre une dizaine d'autorités nationales et régionales, ainsi qu'une trentaine de représentants de branches professionnelles, de fédérations et d'acteurs privés afin de se préparer à prendre une série de mesures contre une éventuelle contamination des élevages porcins. Des simulations ont été menées visant à neutraliser d'éventuelles populations de sangliers infectés. Les exemples de pays ayant réussi à maitriser l'épidémie, comme la Belgique ou la République tchèque, ont été mis en avant. La Suède envisage d'introduire une prime pour le ramassage de sangliers retrouvés morts sans blessures et de renforcer sa communication vers le grand public contre les facteurs de transmission (gestion des ordures pouvant contenir le virus, collecte des restes de charcuterie dans les parcs, etc.).

Agroalimentaire. La consommation suédoise de produits laitiers en forte baisse. Selon les dernières statistiques de l'Agence suédoise de l'Agriculture, la consommation moyenne de lait s'est contractée de 55% depuis 1980, en raison de nouvelles habitudes des consommateurs et des allergies au lactose. Elle a atteint désormais 73 litres/habitant en 2018, ce qui reste un niveau élevé (en France, la consommation est de 50 litres/hab). La consommation de yaourts et de fromages a été relativement stable sur la période. Compte tenu de la mobilisation suédoise contre le dérèglement climatique, la consommation de viande est légèrement en baisse depuis 2016, mais elle a augmenté de 32 % depuis 1980. Les Suédois consomment aujourd'hui 4 fois plus de volailles qu'en 1980. La consommation de légumes (carottes, tomates, courgettes) a augmenté de 88% depuis 1980.

1. *Prévisions de croissance pour les pays nordiques*





Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Gouvernement	1,7	1,6	1,6	1,0	2,1	3,4	**1,1**	**1,1**	-	-
Banque centrale	1,8	1,7	1,3	0,9	2,0	2,3	1,3	1,2	-0,2	1,9
Institut stat./conj****.	2,0	1,7	1,1	0,9	2,1	2,5	1,1	1,0	-0,2	1,7
Commission*	2,0	1,5	1,4	1,1	1,6	1,9	1,1	1,0	-0,2	1,8
FMI**	1,7	1,9	1,2	1,5	1,9	2,4	0,9	1,5	0,8	1,6
OCDE***	2,1	1,7	1,5	1,4	1,8	2,1	1,6	1,6	1,0	2,4
SEB	**2,1**	**1,8**	**1,6**	**1,5**	**2,2**	**2,5**	**1,1**	**1,1**	-	-
Nordea	**1,8**	**1,7**	**1,5**	**1,0**	**2,6**	**2,1**	**1,0**	**1,3**	-	-
Danske Bank	2,0	1,3	1,2	1,8	2,6	2,2	1,0	0,7	-	-

Source :

* *Prévisions d'automne (novembre 2019)*

** *World Economic Outlook* (avril 2019)

*** *Perspectives économiques* (mai 2019)

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. *Autres indicateurs macroéconomiques*

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Gouvernement	0,2	0,0	-1,0	-1,4	7,2	7,6	**0,4**	**0,1**	-	-
Commission*	2,2	0,5	-1,1	-1,4	8,4	8,5	0,3	0,1	0,9	0,4
FMI**	0,2	0,0	-0,7	-1,0	7,6	7,8	0,4	0,3	-0,7	0,1
OCDE***	0,3	0,2	-0,4	0,1	7,8	7,8	0,8	1,0	0,0	-0,2

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Gouvernement	34,6	33,5	58,5	58,8	-	-	**34,9**	**33,9**	-	-
Commission*	33,0	32,3	59,2	59,3	36,7	33,8	34,6	33,4	39,0	37,7
FMI**	33,0	31,8	58,9	59,1	40,0	40,0	36,9	35,4	33,6	31,5

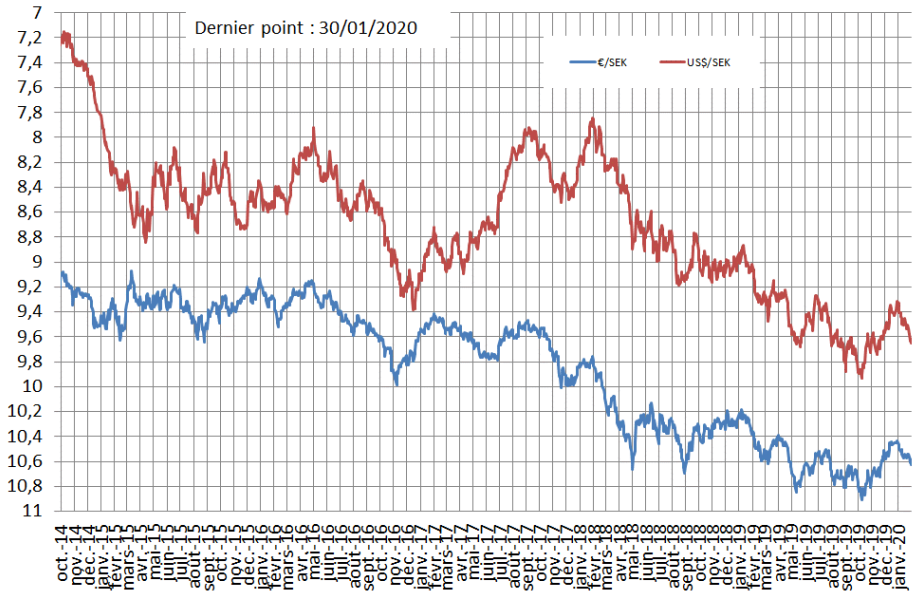
	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
inflation (IPCH)*	0,8	1,3	1,2	1,4	2,3	2,0	1,7	1,5	3,3	2,8
cons. privée*	1,5	2,0	0,6	1,1	1,9	2,1	0,8	1,5	2,0	2,5
chômage (BIT)*	4,9	4,8	6,7	6,5	3,5	3,5	6,8	7,1	3,6	3,8

Source :
* *Prévisions d'automne (novembre 2019)*
** *World Economic Outlook* (avril 2019)
*** *Perspectives économiques* (mai 2019)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA , Islande : Statis*

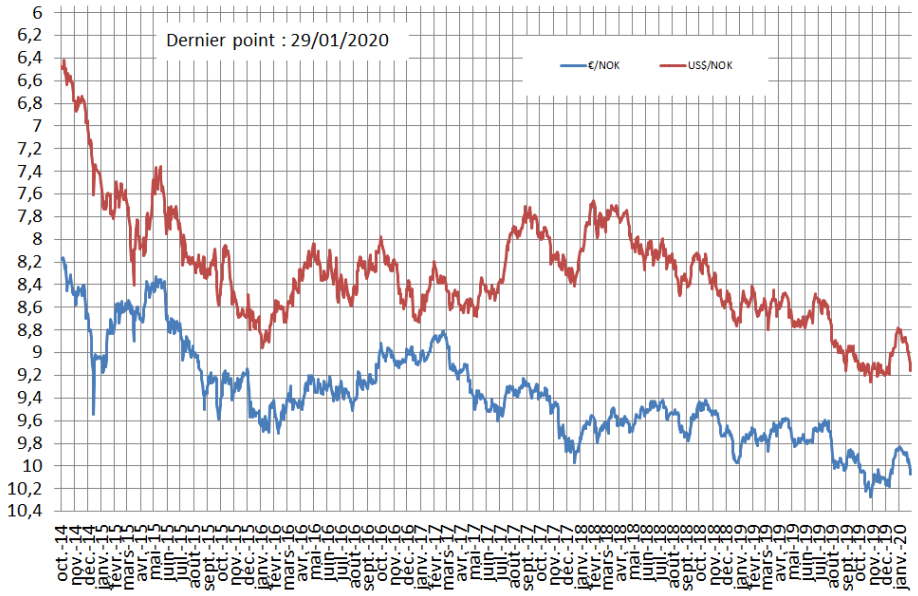
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, G. Aublé), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, R. Saudrais, J. Grosjean, F. Caudron).